

En présentant les dépenses et recettes prévues sur l'année, et donc du même coup les orientations des élus pour la gestion quotidienne (fonctionnement) et leur action d'équipement (investissement), le budget primitif est un acte fort dans la vie de la commune. Adopté en début d'année par le conseil municipal, celui de 2006 s'inscrit dans la droite lignée des efforts déjà fournis l'année dernière, à savoir réduire la dette, maîtriser les dépenses et limiter la pression fiscale, tout en conservant la même qualité de service pour les Sassenageois. Dans ce document, toutes les réponses à vos questions sur les finances communales...



La Ville de Sassenage vous doit des comptes

Un budget, trois priorités

- Réduire la dette
- Maîtriser les dépenses
- Limiter la pression fiscale

Pour Christian Coigné, la méthode d'élaboration du budget 2006, à savoir une réflexion menée en étroite collaboration avec les élus, directeurs et chefs de services, reflète un état d'esprit. Elle traduit la volonté forte de la Ville d'associer étroitement élus et cadres dans la définition des orientations budgétaires de la commune. «Il nous est apparu essentiel que chacun s'approprie le budget et se sente responsable des dépenses et recettes

qui relèvent de sa direction, et de leur incidence sur la gestion du budget communal. La concertation qui a guidé l'élaboration de ce budget a d'ailleurs permis, à travers le climat de confiance et la sincérité des échanges que nous avons eus, de faire partager à chacun notre souci d'un budget le plus réaliste et rigoureux possible.» Un budget élaboré au centime près, donc ? «Tout à fait. Nous avons préféré évaluer les dépenses au

plus juste plutôt que de garder des réserves». Cet état d'esprit révélé au cours de l'élaboration du budget marque «une vraie intelligence dans la gestion budgétaire et l'utilisation des deniers publics». Il est aussi le «secret» de ce budget pour réduire la dette, maîtriser les dépenses et limiter la pression fiscale à venir.

Un budget, trois priorités

SUPPLÉMENT : juin 2006

Trois questions à Jérôme Merle, 1^{er} adjoint chargé des finances

Quelles sont les idées-forces de ce budget ?

D'abord, contenir les charges à caractère général, pour lesquelles nous avons de la souplesse, et celles de personnel en vue d'améliorer notre capacité d'autofinancement, et ce, tout en conservant notre qualité de service, exemplaire pour une ville de la taille de Sassenage. Ensuite, limiter la pression fiscale (1,2 % pour la part communale mais aussi, et c'est mon cheval de bataille, réduire la dette.

Ce budget 2006 amorce d'ailleurs ce mouvement de façon significative et nous mettrons tout en œuvre pour tenir ce cap sur la durée et de manière irréversible.

Peut-on parler de ce budget 2006 comme d'un budget de rigueur ?

Plutôt de maîtrise des dépenses. C'est un budget prudent sans pour autant être timoré. Parallèlement à cette rationalisation, il affiche en effet un niveau d'investissement qui répond à nos priorités et aux attentes des Sassenageois.

Quel genre d'investissements ?

2006 sera une année d'infrastructures et non pas de superstructures comme ce fut le cas avec la crèche, la salle polyvalente pour les personnes âgées, la restructuration des groupes scolaires, la gendarmerie...

En fait, nous allons terminer les investissements en cours, «préparer le terrain» de la reconstruction du Théâtre en Rond et du centre de secours, réaliser la seconde tranche du parking du Bourg, poursuivre l'entretien de la commune, notamment du réseau routier dans le cadre de notre marché à bons de commande en matière de voirie. Et ce n'est pas une mince affaire...

D'ici le mois de septembre, nous allons justement mener avec la trésorerie principale une analyse précise de la capacité d'investissement de la Ville, qui donnera lieu, le cas échéant, à l'élaboration d'un plan prévisionnel d'investissement qui aurait la vertu de hiérarchiser les projets d'équipement et d'optimiser leur financement.

Un budget peut en cacher d'autres...

Budget principal

■ **Budget 2006 de la Ville :**
19 000 541 euros
Section de fonctionnement :
13 463 800 euros
Section d'investissement :
5 536 741 euros

Budgets annexes

■ **Théâtre en Rond :**
129 610 euros
■ **Cuves :** 25 283 euros
■ **Service de l'eau :**
Section d'exploitation :
280 000 euros
Section d'investissement :
766 000 euros

Réduire la dette

Le budget 2006, tel qu'il a été conçu, repose sur deux idées-forces que sont la réduction de la dette et la maîtrise des dépenses de fonctionnement, sachant que la première a un impact direct sur la seconde. La réduction de la dette se traduit par une baisse des frais financiers et l'accroissement de la capacité d'autofinancement de la commune (CAF = recettes réelles – dépenses réelles – remboursement du capital).

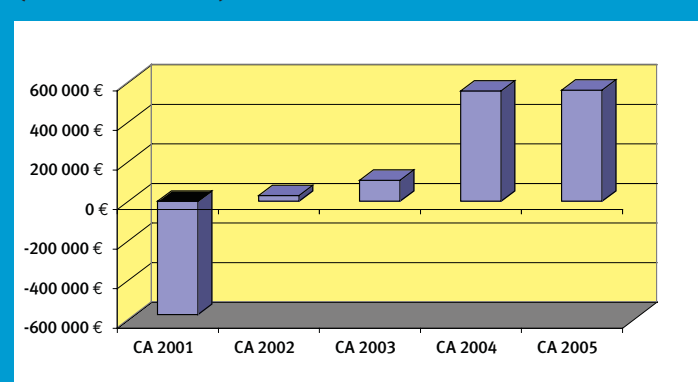
Concrètement, la CAF représente l'excédent résultant du fonctionnement utilisable pour financer l'investissement.

Par ailleurs, «nous avons budgété 980 000 euros de remboursement et 627 241 euros d'emprunt, soit un désendettement de 352 759 euros pour 2006.»

Une belle illustration de ce cap amorcé...

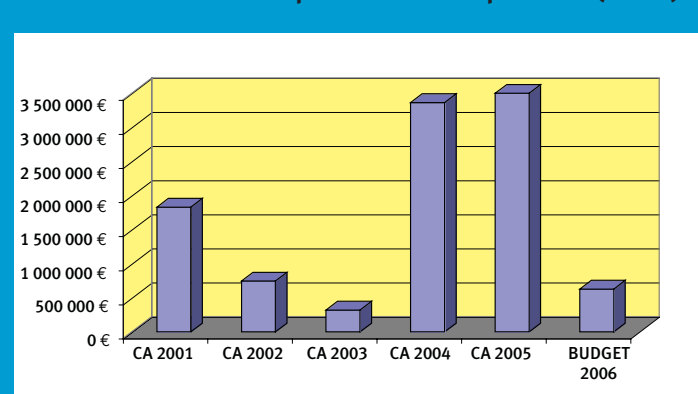
Lire, ci-contre, «Trois questions à Jérôme Merle».

Evolution annuelle de la capacité d'autofinancement depuis 2001 (en milliers d'euros)



Des efforts de désendettement qui paient : un autofinancement qui grimpe.

Evolution annuelle de l'emprunt contracté depuis 2001 (en M€)



Des emprunts qui reflètent les "gros" investissements de la commune.

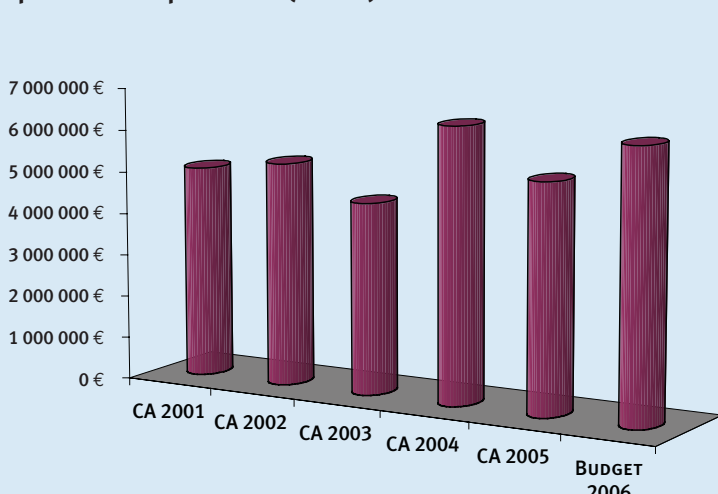


Maîtriser les dépenses

La maîtrise préconisée pour les dépenses de fonctionnement concerne surtout les charges de gestion courante (fluides, petites fournitures, renégociation de contrats...), finalement les dépenses sur lesquelles la commune a la plus

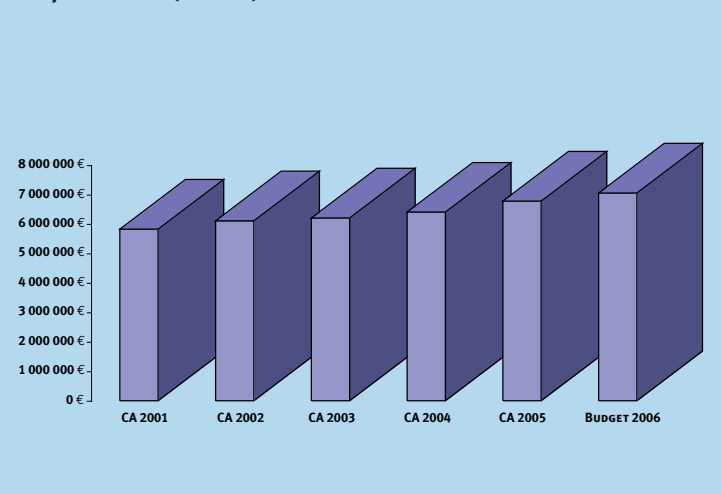
grande marge de manœuvre. Ce qui n'est pas, par exemple, le cas des charges de personnel, difficilement compressibles compte tenu notamment du statut et de l'évolution de carrière du personnel communal (échelons et grades...).

Montant annuel des dépenses de fonctionnement hors personnel depuis 2001 (en M€)



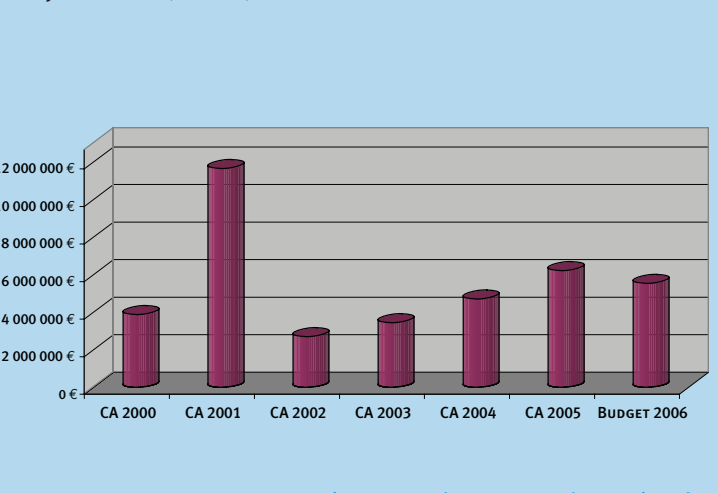
Une priorité : la poursuite des efforts pour stabiliser les dépenses.

Evolution et poids des charges du personnel communal depuis 2001 (en M€)



Une progression obligatoire mais maîtrisée des charges de personnel.

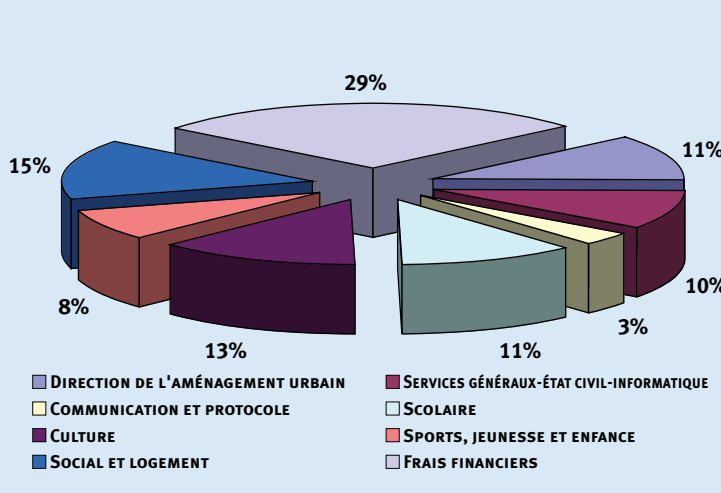
Dépenses d'investissement annuelles réalisées par la commune depuis 2000 (en M€)



Une montée en puissance raisonnée des investissements (écoles, gendarmerie, crèche, voirie...)*

* Zoom sur les investissements 2006 sur le rabat

Répartition des dépenses de fonctionnement par thème en 2006 (en %)



Plus d'un tiers du budget communal consacré au social, à l'enfance et à la jeunesse.

Limiter la pression fiscale

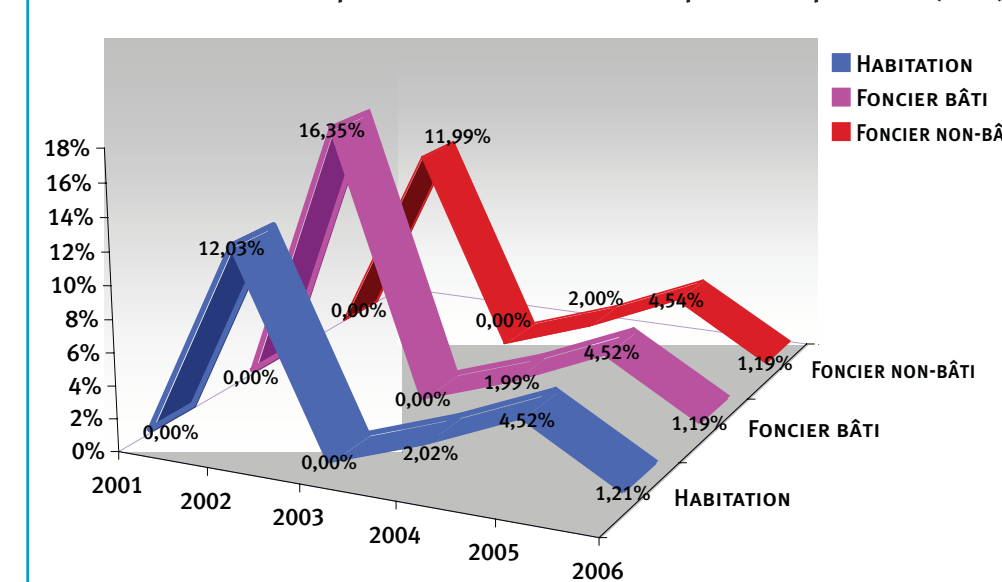
L'augmentation de la part communale des taux d'imposition entre 2001 et 2006 est comprise entre 20 et 25 %. Une hausse finalement cohérente au vu de la qualité des services proposés par la Ville d'une part, et de l'héritage, en 2001, d'une situation financière précaire. Selon Jérôme Merle, «le budget 2001, voté en décembre 2000, a été sous-évalué et

il a été adopté, pour des raisons électorales, sans que le conseil municipal n'ait délibéré sur les taux d'imposition. L'opposition d'alors, conduite par Christian Coigné, n'avait d'ailleurs pas approuvé ce budget. L'augmentation des taux d'imposition était inéluctable compte tenu de l'état financier de la commune, et nos prédécesseurs

l'auraient forcément votée en cas de réélection. Arrivés aux affaires entre-temps, cette mesure impopulaire nous est finalement revenue. Il a bien fallu assumer leur gestion hasardeuse.» L'augmentation de cette année – 1,2 % – correspond à l'augmentation du coût de la vie, à une mobilisation raisonnable du potentiel fiscal de la commune, et

également à ce qui est nécessaire à la commune pour équilibrer son budget de fonctionnement en conservant la même qualité de services et en «gérant au plus près». A ce sujet, Jérôme Merle annonce : «Il n'y aura pas d'augmentation supérieure au coût de la vie dans les prochains budgets».

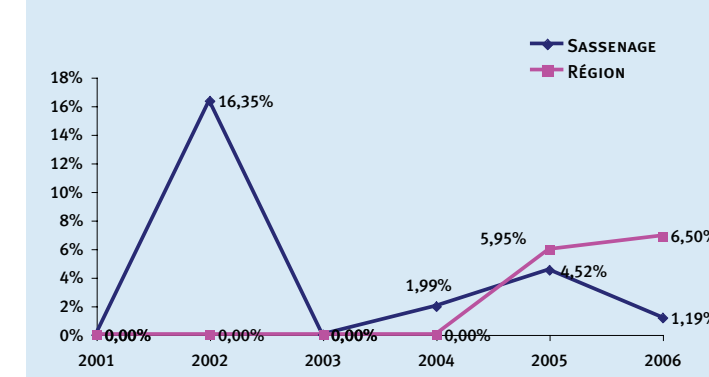
Evolution annuelle de la part communale des taux d'imposition depuis 2001 (en %)



Une pression fiscale modérée après un lourd héritage à assumer.

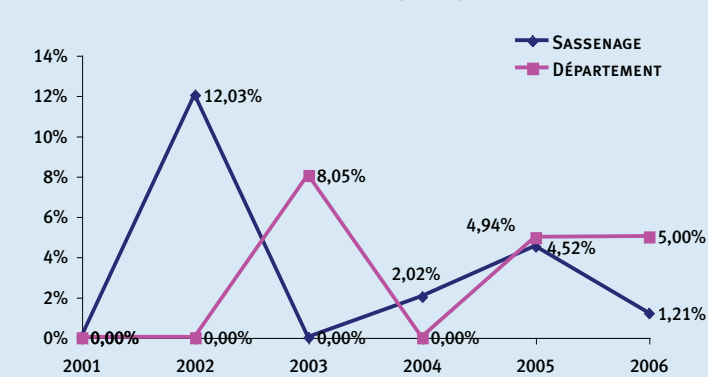


Evolution annuelle de la part communale et régionale des taux de la taxe foncière bâtie (en %)



Héritage toujours... mais une tendance à la baisse pour Sassenage par rapport aux autres collectivités

Evolution annuelle de la part communale et départementale des taux de la taxe d'habitation (en %)



Un budget, trois priorités

SUPPLÉMENT : juin 2006

Zoom sur
les «gros»
investissements
inscrits au
budget 2006...

Un budget d'infrastructures



Théâtre en Rond (études, honoraires...) : **200 000 euros**

Aménagement de la rue Lesdiguières
(voirie et réseaux en vue de la construction du futur éhpad) : **315 000 euros**

Crèche (fin de construction, mobilier...) : **1 414 307,83 euros**

Aménagement de la rue du 19 mars 1962 (voirie, réseaux) : **136 000 euros**

Etude sur l'aménagement de la ZAC de l'Argentière : **85 000 euros**

Aménagement de la rue Jean Moulin : **362 500 euros**

Aménagement de la seconde phase du parking du Bourg : **90 000 euros**

Futur centre de secours (viabilisation du terrain) : **132 000 euros**

Construction de la gendarmerie (solde) : **167 906 euros**

Reprise des trottoirs de la RN 532 : **27 500 euros**

Parking du Pré des Cuves (abaissement du muret) : **10 780 euros**

Ecole Vercors Gua (changement des fenêtres) : **50 000 euros**

Piscine (réfection de la toiture) : **20 000 euros**

Remplacement de candélabres : **20 000 euros**

Mise aux normes des feux tricolores : **20 000 euros**



Combien ça coûte* à la commune ?

Un banc public : 550 €

Une aire de jeux pour enfants :

Balanoire deux places : 420 €

Jeux à ressort : 580 €

Structure Modufild (aire d'évolution) : 6 400 € (sans pose d'un sol amortissant)

Un ralentisseur/coussin lyonnais : 11 600 € (19 500 € pour un plateau surélevé)

Un panneau de signalisation : 530 € (pose comprise)

Un trou à boucher sur la chaussée : environ 100 € (15 à 50 kg d'enrobé + déplacement d'une équipe)

Un mètre de ligne blanche (signalisation au sol) : environ 1 € pour un marquage de ligne blanche

(400 000 passages par an, mais cela dépend largement du linéaire)

La location journalière d'une nacelle (remplacement d'ampoules cassées, pose d'oriflammes...) : 221 €

Un repas scolaire par enfant : 2,57 €

Eclairage public :

Dans les parcs publics, un mât alu : 773 € (pose comprise)

Le long des voies, un mât : entre 1 000 € (hors pose) et 2 250 € (pose comprise, en fonction des modèles et matériaux)

* prix TTC



Ratios, échos de gestion

Publié chaque fin
d'exercice,
le compte
administratif
synthétise toutes
les opérations
financières
exécutées sur
l'année écoulée.
Il est ainsi
le reflet parfait
de la gestion
de la Ville.
Voici justement
le récapitulatif
de ce bilan
comptable⁽¹⁾
pour chaque
année depuis
2002...

Informations financières et statistiques

Evolution des ratios
depuis 2002

	2002	2003	2004	2005
Population totale INSEE	9964 hab	10413 hab	10413 hab	10413 hab
Dépenses réelles de fonctionnement/population	1047 €	1009,2 €	1129,1 €	1125,9 €
Produit des impositions directes/population	506,87 €	502,84 €	532,64 €	586,97 €
Recettes réelles de fonctionnement/population	1186,59 €	1150,06 €	1288,34 €	1269,64 €
Dépenses d'équipement brut/population	118,24 €	187,77 €	319,69 €	457,73 €
Encours de la dette/population	1199,97 €	1099,43 €	1002,07 €	1002,07 €
Dotation globale de fonctionnement/population	110,49 €	114,50 €	115,60 €	112,23 €
Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement ⁽²⁾	58,58 %	59,04 %	54,47 %	57,83 %
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal ⁽³⁾	1,40999992	1,40999992	0,79936481	0,7993648
Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement ⁽³⁾	98,84 %	99,12 %	95,85 %	95,75 %
Dépenses d'équipement brut/ recettes réelles de fonctionnement ⁽³⁾	9,97 %	16,33 %	24,81 %	36,05 %
Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement ⁽³⁾	101,13 %	95,60 %	77,78 %	78,96 %

(1) L'information du public en matière budgétaire est une obligation légale définie par l'article L2313-1 du code général des collectivités territoriales. Les communes de plus de 3500 habitants ont l'obligation de publier leurs données synthétiques financières conformément à l'article R2313-1 du Code, soit onze ratios pour les communes de plus de 10 000 habitants.

⁽³⁾ Communes de plus de 10 000 habitants